

GUISSOU (M. Henri), *Député de la Haute-Volta (I. O. M.)*.

Son élection est validée [17 juillet 1951] (p. 5945). = Est nommé Secrétaire de la Commission des territoires d'outre-mer [19 juillet 1951] (**F. n° 7**). — Est nommé membre : de la Commission des territoires d'outre-mer [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**), [24 mai 1955] (**F. n° 533**); de la Commission de la justice et de législation [16 février 1952] (**F. n° 106**); de la Commission de l'éducation nationale [20 janvier 1953] (**F. n° 216**); de la Commission des pensions [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

Dépôts :

Le 6 août 1954, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la proposition de résolution (n° 8521) de M. Conombo et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à étendre aux pensionnés d'invalidité de guerre, résidant outre-mer, les dispositions du décret n° 52-1050 du 10 septembre 1952, **n° 9102**. — Le 25 novembre 1955, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 8501) de M. Conombo et plusieurs de ses collègues tendant à porter à deux ans le délai imparti aux anciens militaires et marins originaires des territoires d'outre-mer et rappelés à activité au cours de la guerre 1939-1945 pour déposer leur demande de révision de pensions, **n° 11986**.

Interventions :

Son rapport sur les opérations électorales de l'Inde française [19 juillet 1951] (p. 5963). — Prend part à la discussion : d'une interpellation sur les salaires et les prix et la suppression des abattements de zones : *Discussion générale (Ses observations sur la hausse des prix en Afrique et la revalorisation des soldes et traitements des fonctionnaires des territoires d'outre-mer)* [14 septembre 1951] (p. 7366); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER pour 1955, Etat A, Chap. 31-23 : *Son amendement indicatif (instituts de médecine tropicale)* [16 décembre 1954]

(p. 6443); — du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale : *Vote des indépendants d'outre-mer sur le scrutin d'arrondissement* [2 novembre 1955] (p. 5470).

GUITTON (M. Antoine), *Député de la Vendée (I. P.)*.

Secrétaire de l'Assemblée Nationale.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5902). = Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques [17 juillet 1951] (**F. n° 5**); de la Commission de l'éducation nationale [28 août 1951] (**F. n° 27**); de la Commission de l'agriculture [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission du travail et de la sécurité sociale [19 janvier 1954] (**F. n° 341**).

Dépôts :

Le 22 juillet 1954, une proposition de résolution tendant à décider la révision de l'article 46 de la Constitution, **n° 8949**. — Le 1^{er} avril 1955, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi adoptée par le Conseil de la République tendant à étendre aux jeunes artisans ruraux le bénéfice des articles 55 à 62 du décret du 29 avril 1940 relatifs aux prêts d'installation aux jeunes agriculteurs, **n° 10598**.

Interventions :

Est entendu sur un incident (*Attitude républicaine des populations de l'Ouest*) [21 septembre 1951] (p. 7599). — Est nommé *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [9 janvier 1952] (p. 210). — Prend part à la discussion : du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1952; Art. 6 : *Amendement de M. de Tinguy tendant à ne pas réduire les investissements agricoles* [3 avril 1952] (p. 1806); — d'une proposition de loi relative à la composition et à l'élection de l'Assemblée de l'Union française; Art. 2 : *Son amendement tendant à renouveler la partie métropolitaine de l'Assemblée de l'Union française après le renouvellement de la série B du Conseil de la République* [27 juin 1952] (p. 3332); — d'une proposition de loi relative